

3. Question avec débat
N° 37 de M. Marc Zanussi concernant le projet de règlement européen relatif aux obligations de service public dans les transports de passagers

M. Marc Zanussi (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir waren am Juli vum Joer 2000 mat enger Diskussioun konfrontéiert, déi ausgeléist ginn ass iwwert d'Europäesch Kommissioun, well et offensichtlech e Projet de règlement ginn ass am Europaparlament, deen als Zil hat, datt sämtlech Déngschtleeschungen, wat de Personentransport ubelaangt, sollten ausgeschriwweginn.

En deementspriedend Reglement hätt selbstverständlech als Konsequenz gehat, datt allegueren déi öffentlech Betriber, déi hei zu Lëtzebuerg den öffentlechen Transport maachen, an eng Situatioun komm wieren, déi et hinne ganz schwéier erlaabt hätt ze konkurrieren mat aneren Entrepenen. Et ass awer och e Reglement gewiescht, wat de privaten Entrepenen, déi hei zu Lëtzebuerg um Marché aktiv sinn, Problemer hätt kënne maachen, well et vis-à-vis vun der auslännescher Konkurrenz wahrscheinlech och fir si schwierig gewiescht wär an der Kompetitioun mat hinnen ze bestoen.

Dat Reglement ass blockéiert ginn um Rot vun den europäeschen Transportministren, an den Transportminister Grethen huet jo hei op der Tribün och gesot, datt hien zu deene Ministere gehéiert, déi verhénnert hunn, datt déi dote Form vu wäit gehender Liberaliséierung an Europa kann organiséiert an duerchgefouert ginn.

Elo stellt een awer fest, op jidde Fall sinn dat meng Informatiounen, datt et an der Europäescher Gemeinschaft awer weiderhin Tendenze gëtt, fir an d'Richtung vun esou enger grousser Liberaliséierung hinzugeen an et gëtt och grouss Tendenzen, déi där doter Liberaliséierung positiv géintiwierstinn. D'iresch Présidence huet och, mengen Informatiounen no, wëlle dat dote Thema erëm zu enger vun hire Prioritéiten ze maachen an op enger Sëtzung Ufank Mäerz soll dat nach eng kéier, vu datt et eng Prioritéit vun der iredescher Présidence ass, zur Diskussioun kommen.

Ech wollt hei op dëser Plaz nach eng kéier den Transportminister froen, ob et weiderhin d'Positioun vun der Lëtzebuerger Regierung ass, fir sech géint déi dote Ausdehnung vun der Liberaliséierung ze wieren? Ob dat d'Positioun och ass op deem Treffe vun den europäeschen Transportministren Ufank Mäerz an ob de Geescht vun där doter Positioun, déi den Transportminister an d'Lëtzebuerger Regierung jo d'lescht kéier ageholl hunn, och deen ass, deen an Zukunft d'legislativ Aarbecht vun de Gesetzter, déi den öffentlechen Transport hei zu Lëtzebuerg solle regelen, weiderhi soll duerstellen?

M. le Président.- D'Regierung huet d'Wuert. Här Minister Grethen.

M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*.- Monsieur le Président, je n'ai pas besoin de rappeler que les principes relatifs à la création d'un marché commun des transports au sein de l'Union européenne comportent pour les transporteurs le droit du libre établissement et le droit de la libre prestation de services à des conditions non discriminatoires.

La Commission européenne ayant appliqué ces principes également à l'organisation des transports en

commun, nonobstant la forte connotation de service public que révèle ce secteur, il s'avère cependant que les intérêts en jeu pour les États membres ne se limitent pas au seul plan national, mais concernent également le niveau régional et local. Aussi la crainte pour la pérennité des structures d'organisation en place a-t-elle conduit à une grande hésitation des présidences consécutives pour faire avancer le dossier.

Il reste néanmoins que même en l'absence de réglementation communautaire, les structures nationales et l'organisation locale des transports publics sont censées répondre aux exigences fondamentales du Traité des Communautés européennes et que tout transporteur qui juge ses intérêts lésés par l'impossibilité d'avoir accès au marché à des conditions équitables est en droit de requérir les juridictions européennes pour faire reconnaître l'application des règles de droit communautaire à une situation de fait ou de droit qu'il juge discriminatoire à ses dépens.

Ce fut le cas dans l'affaire Altmark qui a fait l'objet d'un arrêt de la Cour de Justice des Communautés européennes, le 24 juillet 2003, où il était question de la compatibilité de compensation pour un service de transport public avec les dispositions communautaires sur les aides publiques.

Je rappelle que, pour qu'une intervention publique puisse selon la Cour de Justice être qualifiée d'aide incompatible avec le Traité, elle doit constituer un avantage consenti à l'entreprise bénéficiaire que cette dernière n'aurait pas obtenu dans les conditions normales de marché. Par contre, pour que la compensation soit considérée comme compatible avec le Traité, les quatre conditions suivantes doivent être réunies:

1. L'entreprise bénéficiaire doit effectivement être chargée de l'exécution d'obligations de services publics et ces obligations doivent être clairement définies.

2. Les paramètres sur la base desquels est calculée la compensation doivent être préalablement établis de façon objective et transparente.

Troisièmement, la compensation ne doit pas dépasser ce qui est nécessaire pour couvrir tout ou partie des coûts occasionnés par l'exécution des obligations de services publics, en tenant compte des recettes qui y sont liées ainsi que du bénéfice raisonnable.

Quatrièmement, quand la sélection de l'entreprise prestataire de services publics se fait en dehors du cadre de procédure de marché public, le niveau de compensation doit être déterminé sur base d'une analyse des coûts qu'une entreprise de transport moyenne aurait à supporter.

Point n'est besoin d'ajouter qu'appliqué à la situation luxembourgeoise, c'est surtout le quatrième des critères identifiés par la jurisprudence communautaire qui a de quoi inquiéter les entreprises publiques qui sont actives sur le marché luxembourgeois des transports en commun. En effet, suite à l'option de la ville de Luxembourg de sous-traiter la majorité des prestations d'autobus à des entreprises privées assurant les transports pour son compte, le coût des prestations de transport municipales s'est aligné sur celui du RGTR.

Pour ce qui est du prix de revient mis en compte par les CFL et le TICE, le niveau s'écarte par contre sensiblement du prix RGTR. Aux CFL, le surcoût payé par l'État représentait en 2003 suivant des comptes provisoires 7.443.583 euros, soit 73,71% du prix RGTR qui était de 10.099.140 euros. Le surcoût assumé par les communes affiliées au TICE représente en 2002 57,97%, soit 4.680.772 euros, par rapport à l'indemnisation garantie par l'État de 8.075.142 euros, qui est identique à celle valable pour

les entreprises d'autobus actives dans le cadre du RGTR. Ce dernier montant s'élève à 8.995.706,4 euros pour l'année 2003.

Ceci étant, je puis apaiser les appréhensions de l'honorable député quant à une éventuelle ouverture du Gouvernement luxembourgeois en faveur de la libéralisation des transports publics demandée par la Commission européenne. La délégation luxembourgeoise maintiendra ses réticences antérieures face à la proposition de la Commission et nonobstant l'arrêt Altmark. J'ai d'ailleurs eu l'occasion de présenter ces vues en la matière à la Commission de l'Économie, de l'Énergie, des Postes et des Transports de la Chambre des Députés le 7 février 2001.

Pour ce qui est de l'évocation du dossier lors du Conseil Transport du 8 mars prochain, il ne sera probablement question que d'une communication officielle de la part de la Commission européenne que celle-ci souhaite faire en guise de commentaire de l'arrêt Altmark, en vue de guider la Présidence irlandaise dans ses choix en ce qui concerne la gestion future du dossier dans le cadre des travaux du Conseil Transport.

J'en viens maintenant au deuxième volet de la question que l'honorable député m'a posée. Il y est question du reflet des aspects communautaires ci-avant dans les initiatives législatives que j'ai prises sur le plan national. Je puis admettre qu'à cet égard il fait référence au projet de loi sur les transports publics que j'ai déposé le 6 mai 2003. Conscient de l'hypothèse que l'initiative précitée de la Commission européenne pourrait faire peser sur la refonte souhaitée de la législation en place, j'ai expressément renoncé à toute anticipation sur l'évolution future du droit communautaire. L'exposé des motifs est d'ailleurs explicite à cet égard en ce qu'il comporte un chapitre spécial qui a trait aux références communautaires et qui conclut de la façon suivante, et je cite: „Il a paru prématuré d'intégrer dans une forme ou dans une autre la proposition de la Commission européenne, alors qu'il est à l'heure actuelle impossible de prédire ni les orientations, ni la portée, ni l'échéancier des suites que le Conseil et le Parlement européen seront appelés à réserver dans un avenir plus ou moins proche à cette proposition.“

Neuf mois et demi après le dépôt du projet de loi, et nonobstant l'arrêt Altmark de la Cour de Justice des Communautés européennes de juillet 2003, je maintiens ce point de vue.

Reste la critique de certains milieux syndicaux à laquelle l'honorable député semble faire allusion et qui tient à la possibilité de la future autorité organisatrice en charge de l'organisation des transports publics de faire dépendre l'attribution des prestations de transport en question du résultat d'une soumission publique.

Il n'y a aucune relation entre cette disposition et le contexte communautaire que je viens d'évoquer. Tout au contraire, cette disposition ne fait que reprendre un principe qui se trouve inscrit dans la législation nationale depuis l'adoption de la loi sur les transports routiers du 12 juin 1965, dont l'auteur était mon prédécesseur, le ministre Albert Bousser. Il m'est dès lors difficile de comprendre les apparentes inquiétudes suscitées par le transfert d'une disposition légale d'un texte à un autre. En effet, dans les 40 années qu'elle fait partie intégrante de la législation sur les transports, cette disposition n'a jamais donné lieu à des problèmes et sa raison d'être n'a jamais au fil des modifications consécutives de

la loi de 1965 fait l'objet d'une proposition de modification ou de suppression ni de la part d'un ministre en charge du ressort, ni de la part des députés appelés à se prononcer sur les amendements gouvernementaux qui étaient soumis à leur approbation.

Merci.

M. le Président.- Här Zanussi, wann ech gelift. Eng Zousazfro.

(Interruptions diverses)

Bei enger Question mat Débat huet den Deputéierten d'Recht op eng Zousazfro. Här Zanussi, Dir hutt d'Wuert.

(Interruptions)

M. Marc Zanussi (LSAP).- Ech waarde bis den Här Grethen erëm op der Plaz ass.

(Interruptions diverses)

Madame Stein, Dir wäert jo net ufänken ongedëlleg ze ginn.

(Interruptions)

Ech hunn dann den Ausféierung vum Transportminister intensiv nogelauschtert, an ech begrëssen dann, dass d'Regierung an hie bei hirer Positioun am Zesummenhang mat deenen europäeschen Diskussiounen wëlle bliwen.

Effektiv, deen zweeten Deel vu menger Fro bezitt sech op déi Suergen, déi a Gewerkschaftskreesser iwwert déi zukünfteg Méiglechkeete vun der Liberaliséierung hei zu Lëtzebuerg mat deem Projet iwwert d'Organisation vum öffentlechen Transport kéinte bestoen. An déi Texter, déi déposéiert gi sinn, an eenzel Extraiten aus deenen Artikelen, an ech wëlt se eng kéier ganz kuerz zitieren, loosse dat opkommen. Dat wär den Artikel 1, dee seet, dass déi zukünfteg Organisation vum Transport public „à des conditions économiques et sociales les plus avantageuses pour la collectivité“ sollten organiséiert ginn, an am Artikel 12 steet, dass déi Dagorganisation RGTR „de droit privé“ sollt organiséiert ginn a ses engagements sont réputés commerciaux.

Déi Texter do loosse menger Aschätzung no d'Interpretatiounsméiglechkeet zou, dass an Zukunft hei zu Lëtzebuerg all zukünfteg Déngschtleeschungen, déi am öffentlechen Transport solle gefuer ginn, iwwert de Wee vun enger Soumission publique organiséiert ginn, wat selbstverständlech an de Betriber vum öffentlechen Transport zu enger Rei vu Suerge féiert.

Sollt déi Interpretatioun, déi ech an den Artikelen 1 an 12 liesen, falsch sinn, da wär ech fro, wann den Transportminister mir dat hei nach eng kéier kéint confirméieren respektiv infirmieren, well déi Texter, sou wéi se do stinn, bei den interesséierte Kreesser eng Rei vun Zweifelen oploossen.

M. le Président.- Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

M. Henri Grethen, *Ministre des Transports*.- Här President, ech hunn e Projet de loi am Numm vun der Regierung hei déposéiert, dee Projet de loi ass am Moment an der Consultatioun beim Conseil d'État a bei de Chambres professionnelles. D'Chamber wäert d'Gleeënheet kréien, ech hoffen nach an dëser Legislaturperiode, fir sech en long et en large iwwert dee Projet auszedrécken an dann deem Projet zouzestëmmen oder net.

Et kann een natierlech, wéi den honorabelen Här Zanussi dat elo gemaach huet, soen e Glas ass hallef voll oder hallef eidel. Fir den Här Zanussi ass an dësem Fall, well e vun enger besonnenescher Suerg gedriwwen ass, d'Glas hallef eidel; fir eis ass et hallef voll. Dat, wat ech elo just op der Tribün gesot hunn, soen ech erëm: Mir maachen, codifiéiert just dat, wat bis elo bestanen huet. Mir hunn hei keng Legislatioun op den Instanzewee

bruecht, déi soll fundamental Ännerungen an eiser Organisatioun bréngen. Et sief dann, mir géife vun aussen eraus dozou gezwongen ginn, eng Attitüd, déi d'Lëtzebuerger Regierung awer net deelt, weder hei nach am Europäesche Conseil.

M. le Président.- Merci, Här Minister. Mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5174 iwwert déi staatlech Kannerheemer. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, déi honorable Madame Ferny Nicklaus-Faber. Dir hutt d'Wuert, Madame Rapprtrice.

4. 5174 - Projet de loi portant organisation des Maisons d'enfants de l'État

Rapport de la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse

Mme Ferny Nicklaus-Faber (CSV), *rapprtrice*.- Merci, Här President!

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de virleiende Gesetzesprojet gesäit vir d'staatlech Kannerheemer mat engem eegestännege juristesche Kader auszustatten. Obschonn dës Kannerheemer säit dem Ufank vum 19. Jorhonnert ënnert där enger oder där anerer Form existieren, feelt et dach bis haut un engem autonomen Text, deen de Fonctionnement, d'Missioun an d'Struktur vum Personal vun dësen Institutiounen definéiert. Dëst ass op d'Tatsaach zréckzuféieren, datt während engem Jorhonnert eng eenzeg Struktur fir den Opfaang, souwuel vu Kanner - am Ufank waren dat prinzipiell Weesekanner, spéiderhin och Kanner a Jugendlecher an Nout - wéi och vun Erwuessener zoustänneg war.

Den Ettelbrécker Hospice, deen 1855 geschäfe ginn ass, huet bis 1884 Weesekanner an aarm Leit opgehall. Duerno goufe si am neien Hospice du Rham ënnernbruecht, deen haut Centre du Rham heescht. Méi spéit, am Joer 1893, huet den Hospice du Rham och ugefaangen erwuessen, behënnert Leit unzehuelen.

Et ass eréischt zënter 1981, datt d'Kanner vun den Erwuessene getrennt goufen. Deemools sinn d'Kanner an déi aktuell méi kleng Foyer vu Schëffleng an Diddeleng ënnernbruecht ginn. Dësen Transfert an déi spéider Trennung vun den Aktivitéite vum Centre du Rham an zwee verschidde Secteuren weisen, datt d'staatlech Kannerheemer sech stänneg un aner an nei Bedierfnesser vu Kanner a Jugendlechen ugepasst hunn.

1984 gëtt de Centre du Rham komplett reorganiséiert. Wéi ech et schonn ugedeit hunn, entstinn zwee verschidde Secteuren, deen ee betrëfft den Encadrement vun de Kanner, deen aneren den Accueil vun den eelere Leit. Theoretisch bleiwen dës zwou Sectionen matenee verbonnen, praktesch awer wäerten se vun Ufank un no enger kompletter onofhängeger Aart a Weis funktionnéieren. D'Gesetz vun 1998 huet dëser Situatioun en Enn gesat. De Centre du Rham, sou wéi de ganze Plateau du Rham gëtt am Kader vun engem neien Etablissement public regroupéiert.

D'Gesetz vum 23. Dezember 1998 huet den Text vun 1984 wäitgehendst abrogéiert bis op e puer Bestëmmungen, déi de Statut vum Personal vun de staatleche Kannerheemer uginne. Or, dësen Text definéiert ënnere anere net ganz kloer d'Missioun vun dëse Strukturen. De Gesetzesprojet, deen an der Chamber haut zur Ofstëmmung virläit, definéiert ebe just dës Missiounen an differenziéiert se vun deenen anere supplementäresche Strukturen, wéi zum Beispill vun de Centres socio-éducatifs vum Stat.

Den Text gesäit och vir d'staatlech Kannerheemer mat engem eegene Personalkader auszestatten, e Kader, deem d'Entwécklung vum Placemement vu Kanner erëmispigelt an deem et dem Stat via d'Kannerheemer wäert erlaben, sech den neien Erausforderungen an deem Beräich ze stellen.

Et ass also vu grousser Wichtigkeet, datt e juristesche Kader geschafe gëtt, deem et de staatleche Kannerheemer erlabe wäert, adequat ze funktionnéieren. D'Schafung vun engem autonome Statut, deem dem Besoin vun haut a vu muer Rechnung droe kann, ass ëmsou méi wichteg, well d'Kanner an déi Jugendlech ëmmer méi schwierige Situatiounen ausgesat sinn. Et geet net duer d'Kand ze placéieren, och wann de Placement, sief en definitiv oder nëmmen provisoiresch, a ville Fäll néideg ass. D'Kand muss spezifesch encadréiert ginn, virun allem, an dat ass oft de Fall, um psychologische Plang.

Besounesch wichteg ass et hei, datt d'Elteren net vergiess ginn. Si mussen och encadréiert ginn, fir datt se enges Dags nees kënnen hiren elterleche Verpflichtungen no goen an domat och hir Dignitéit erëmfannen. Och wann d'Famill net perfekt ass, muss hir dach mat deem gréisste Respekt begéint ginn. D'Aarbecht, déi déi verschidde Strukture vun de Kannerheemer leeschten, entsprécht genau dëser Optik. Et gëtt versicht den Dialog tëscht dem Kand a senger Familljen esou gutt wéi méiglech erëm hierzestellen. Och gëtt versicht zesumme mat de Kanner a mat den Elteren eng Léisung ze fannen. Et ass wichteg, all betraffe Leit an den Hëllefprozess anzebannen.

Souwuel d'Berufschambere wéi och de Statsrot hu sech positiv iwwert de Gesetzesprojet ausgeschwat, och wann déi eng oder aner Dispositioun vum Gesetzesprojet Ulass ginn huet fir eenzel kritesch Bemerkungen. D'Kommissioun huet wäit gehend den Iwwerleeung vum Statsrot Rechnung gedroen. Den initialen Text hat virgesinn, datt d'Attributioun vum Personal an de staatleche Kannerheemer iwwert de Wee vun engem Règlement grand-ducal sollt geregelt ginn. Dës Dispositioun, déi géint den Artikel 36 vun eiser Verfassung verstéisst, ass dann awer aus dem Text erausgeholl ginn.

Eng weider Dispositioun, déi erausgeholl ginn ass, ass déi, déi virgesinn hat, datt d'Indemnitéite vum Directeur adjoint a vun de Responsablé vun de Kannerheemer vum Regierungsrot sollte fixéiert ginn. E Gesetz an net de Regierungsrot soll elo dës Indemnitéite festsetzen an dat konform zum Artikel 103 vun der Verfassung.

Den Artikel 1 vum Projet de loi définiert d'staatlech Kannerheemer. E gesäit ausserdem speziell d'Méiglechkeet vir fir dës Institutionen, nei Opfaangstrukturen ze schafen oder bestoend Strukturen ze iwwerhuelen. Dësen Artikel definiert och d'Attributioun vum Kannerheemer. Staatlech Kannerheemer si geduecht fir Kanner opzehuelen, déi net méi kënnen am Kader vun hirer Familljen erzu ginn, zum Beispill, wann d'Eltere mat der Erzéiung vun de Kanner iwwerfuert sinn oder déi extra encadréiert musse ginn.

Am Géigendeel zu de Centres socio-éducatifs de l'État sinn d'staatlech Kannerheemer net verpflichtet d'Kanner, déi vum Geriicht aus placéiert ginn, unzehuelen. Si funktionnéieren op Basis vun deeneselwechte Regeln a Prinzipie wéi privat Opfaangstrukturen, déi sech d'Recht virbehalen e Kand net unzehuelen, wann et riskéiert d'Harmonie vum Grupp ze zerstëieren oder wann effektiv keng Plaz do ass. An deem Fall kënnen d'Kanner provisoiresch am Kader vun de Fadepen, Foyer d'accueil et de dépannage, ënnerbruecht ginn, bis datt eng Plaz fräi gëtt.

Dësen Artikel gesäit och d'Méiglechkeet vir, datt Jugendlecher kënnen iwwer 18 Joer eraus weider vum Encadrement an den Opfaangstrukture vun de Kannerheemer profitéieren. De Statsrot war der Meenung, et misst een eng Limite virgesinn an hat als Altersgrenz 21 Joer virgeschloen. Mir sinn an der Kommissioun net op dee Wee gaangen, well et wichteg ass, datt déi Jugendlech, déi een Deel vun hirem Liewen an enger encadréierter Struktur gelieft hunn, d'Méiglechkeet solle kréien och no 21 Joer vum Encadrement an den Opfaangstrukture vun de Kannerheemer profitéieren ze kënnen an zwar an individuelle Wunnengen. Meng Kolleeegin Nancy Arendt wäert herno nach méi genau op dee Problem zrëckkommen.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **Mme Ferny Nicklaus-Faber (CSV), rapportrice.** - De Gesetzesprojet prezisiéiert och fir déi éischte Kéier d'Missioun vum de staatleche Kannerheemer. Nieft der Opfaangmissioun gehéieren och d'Erzéiung, d'Bildung an déi beruflech Ausbildung vun de Kanner wéi och hir pedagogesch Begleitung dozou. Den initialen Text hat och nach eng weider Missioun virgesinn, déi den Akzent op d'Innovatioun, op d'Sich no neie Léisunge setzt. Vu datt d'Missioun vum de Kannerheemer innovatiivt Denken an Handele souwiso viraussetzt, ass d'Kommissioun der Meenung, et sollt een dës Viraussetzung net extra opzielen.

Den Text, dee mir haut zur Ofstëmmung virleien hunn, prezisiéiert och net méi, datt d'Programmer vun orthopedagogesche Klassen dem Ministère de l'Éducation nationale ënnerstallt sinn. Si hänke schonn haut vun deem Ministère of. Et mécht also weénege Sënn, dat nach eng Kéier ze prezisiéieren. Den initialen Text hat ausserdem virgesinn, datt d'Commission administrative, esou wéi se schonn am Gesetz vum 1984 festgehalen war, weider bestoe géif.

De Statsrot huet a sengem Avis drop higewisen, datt esou eng Kommissioun an deem Kontext keng Daseinsberechtigung hätt. D'staatlech Kannerheemer sinn ënner der Tutelle vum Familljeministère. Et brauch een an deem Fall keng administrativ Kommissioun. De Statsrot huet aus dëse Grënn proposéiert eng Commission consultative an d'Liewen ze rufen an eis Kommissioun huet dem Avis vum Conseil d'État Rechnung gedroen. Si huet awer net d'Meenung vum Statsrot gedeelt, et misst een och Leit aus dem Erzéiungsministère an aus dem Service Protection de la Jeunesse vum Parquet an dëser Kommissioun integréieren. Et dierf een net vergiessen, datt d'Kommissioun, déi de virleien Text an d'Liewe rëfft, nëmmen eng berodend Fonctioun am Niveau vun der Gestiou an dem Fonctionnement vun de Kannerheemer huet.

Den Text vun den Artikelen 3 bis 5 ass vum Statsrot iwwerholl gi bis op de Punkt vun der Opstellung vun der Kommissioun. An deem Kontext ass ze bemerken, datt d'Kommissioun den initialen Artikel 4, dee sech op den Encadrement an d'Formation continue vum Personal bezunn huet, erausgeholl huet, well et e generelle Kader fir all staatlech Servicer gëtt. Dëse Kader applizéiert sech och op d'Personal vun de Kannerheemer.

Wat d'Beamte vun de Kannerheemer ugeet, ass nach ervirzehiewen, datt d'Fonctioun vum Édicateur-instructeur net méi am Text ze fannen ass. De Statsrot hat dorober higewisen, dass dës Fonctioun net an der Nomenclature vun de Fonctiounen, wéi se aus den Annexé vum Gesetz vum 22. Juni 1963 ervirgeet, virgesinn ass. D'Artikelen 6 a 7 sinn och nei strukturéiert ginn.

De Rescht vun den Dispositiounen vum Gesetzesprojet huet zu ken-

ger gréisserer Diskussioun gefouert ausser den Artikel 12, fréieren Artikel 13. Wéi ech dat scho virun ugedeit hunn, ginn d'Indemnitéite vum Directeur adjoint a vun de Responsablé vun de Kannerheemer net méi iwwert de Wee vun engem Règlement fixéiert.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dee klengen Historique, deem ech am Ufank vu menger Ried iwwert d'Evolution vun de Kannerheemer gemaach hunn, beweist, datt den Accueil an den Encadrement vu Kanner a Jugendlecher schonn zënter laanger Zäit wichteg Elementer vun der Lëtzebuerger Politik sinn an datt ëmmer nees versicht gëtt nei Léisungen ze fannen, fir de System nach besser ze gestalten.

Den Text, dee mer virleien hunn, ass e wichtigen Text, well en erlaabt dem Stat iwwert de Wee vun engem autonome Kader vun de Kannerheemer senge Missiounen am Interesse vun eise Kanner an eise Jugendlechen nach besser nozekommen.

Ech géif dowéinst am Numm vun der Familljekommissioun d'Chamber bidden dësen Text unzehuelen.

Ech soen Iech merci!

■ **M. le Président.** - Merci, Madame Nicklaus. Als éischt Riederin ass d'Madame Nancy Arendt agedroen. Dir hutt d'Wuert, Madame Arendt.

Discussion générale

■ **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, a mengen Aen ass dee virleien Text en immens wichtigen Text, well et ëm Kanner geet an d'Kanner eis Zukunft sinn. An eiser heiteger Gesellschaft soll a muss enorm opgepasst gi wat mat eise Kanner geschitt a virun allem wat mat deene Kanner geschitt, deenen et net esou gutt geet, déi d'Chance net hunn Elteren ze hunn oder Elteren ze hunn, déi direkt zur Verfügung stëhen wann e Problem do ass oder awer och Elteren ze hunn, déi selwer oft perséinlech Problemer hunn an dowéinst vläicht an hirer Roll als Mamm oder Papp iwwerfuert sinn.

Bis haut funktionnéieren d'staatlech Kannerheemer ouni en autonomen Text. Dëst ass och, wéi d'Rapportrice scho gesot huet - an ech wëllt der Madame Nicklaus villmools merci soe fir hire schrëftlechen a mündleche Rapport -, op d'Tatsaach zrëckzeféieren, datt während engem Jorhonnert eng eenzeg Struktur esouwuel d'Kanner wéi och eeler erwuesse Leit opgeholl huet.

De Gesetzestext, dee mer haut an der Chamber ofstëmmen, gesäit vir d'staatlech Kannerheemer mat engem autonome Personalkader auszestatten. Och wann d'Feele vun engem eegestännege Statut d'Kannerheemer net ofgehalen huet während all dës Joren ze funktionnéieren an hire Missiounen am Interesse vum Kand nozegoen, ass et awer elo Zäit ginn deem juristesche Vakuum en Enn ze setzen. De Stat kritt elo en Instrument zur Verfügung gestallt, dat et erlaabt sech den Erausforderungen am Beräich vu Kannerplacementen ze stellen.

Mir mussen et fäerdeg bréngen all Kand an all Jugendlech d'Méiglechkeet ze gi seng Problemer ze léisen a sech a senger Individualitéit ze entfalten an dat am beschten och mat der Hëllef an der Zesummenaarbecht an Ennerstëtzung vu senger eegener Famill.

Virun e puer Méint hate mir an der Chamber eng grouss Orientierungsdebatte iwwert den aktuellen Hëllef- a Schutzsystem vun eiser

Jugend. De Rapport vun der Spezialkommissioun „Jeunesse en détresse“ ass am Kader vun dëser Debatte presentéiert an diskutéiert ginn. Ech erënneren drun, datt dës Kommissioun am Abrëll 2000 op Initiativ vun der CSV an d'Liewe geruff ginn ass, nodeem d'Chamber festgestallt hat, datt eis Jugendhëllef an eise Schutzsystem net ëmmer de Besoin vum eise Kanner ugepasst sinn. Dat soll awer net heeschen, datt mir vergiess hätten eis Instrumenter ze ginn, déi als Zil hunn d'Kanner adequat ze encadréieren. Wann dës Strukturen a Mëttel virun allem aus dem soziale Milieu als inadequat oder als net ausräichend kritiséiert gi sinn, dann ass dat och dorobber zrëckzeféieren, datt an deem spezifische Beräich den Encadrement permanent evoluéiert an d'Politiker sech, esou wéi och selbstverständlech d'Erzéier, ëmmer erëm frësch deenen neie Problemer stelle mussen, nei Iddien a Léisunge fanne mussen, fir sech op eng nei Entwécklung anzustellen.

D'Spezialkommissioun „Jeunesse en détresse“ huet och eng Partie Propose gemaach, wéi ee kennt den aktuelle System optimiséieren an et sinn och zwou Motiounen ugeholl ginn, wou d'Regierung ënner anere opgefuert ginn ass bestoend Systemer ze verbesseren. Si huet zum Beispill proposéiert, datt d'Richter, esou wäit den Dossier et erlaabt, an Zukunft op d'Mediatiounsstrukturen zrëckgräife mussen, well ebe ganz oft eng Léisung am Dialog fonnt gëtt. Dës Aart vu Kommunikatioun, vum Zesummeschwätzen an d'Problemer ze diskutéieren war bis haut fakultativ.

D'Kommissioun huet och ënner anere fir eng besser Koordination tëscht de verschiddenen Acteuren um Terrain an der Justiz plädéiert. Si huet sech fir d'Schafung vun engem Zentraliséierungsorgan ausgeschwat, dat déi verschiddenen Dossiere géif iwwerwaachen an d'Aarbechte koordinéieren.

Dëst si just zwee Beispiller vu ville Proposen, déi vun der Rapportrice Marie-Josée Frank zum Dossier „Jeunesse en détresse“ gemaach goufen, fir den aktuellen Hëllefssystem ze verbesseren.

Dee virleien Gesetzestext dréit deem Objektiv zu engem groussen Deel Rechnung. E stellt fir déi Leit, déi zum Thema Jugend a Gesellschaft, déi vum Familljeministère an dem Service national de la Jeunesse virun zwou Woche virgestallt goufen, déi praktesch Emsetzung vun Regierungswëllen, der Jugendpolitik en neien Impuls ze ginn, duer. D'Jugendpolitik soll un d'Bedürfnisse vun de Jugendlechen ugepasst ginn. Et ass eng Tatsaach, datt d'Bedürfnisse vun eise Kanner an eise Jugendleche sech am Laf vun de Joren an de Jorzéngte verännert hunn. Esou sinn och d'Bedürfnisse vun de Kanner an Nout haut aneschtens gi wéi virun 20 oder 30 Joer.

D'Problemer, mat deenen déi verschidde Kanner geplot sinn, ginn ëmmer méi komplex a fanne gréisstendeels hir Wuerzelen an eiser sech ëmmer nees wandelnder Gesellschaft. Mobilitéit an Innovatioun kennzeichnen d'Gesellschaft vum 21. Jorhonnert. Dës Entwécklung bréngt vill Opportunitéite mat sech, mä si stinn och fir vill Contrainten. Upassungsfäegkeet, Flexibilitéit an Autonomie sinn an ëmmer méi engem gréisseren Mooss gefrot, mam Resultat, datt virun allem déi Jonk, mä och d'Elteren, sech iwwerfuert fëllen an de gesellschaftleche Fuerderungen net méi gewuess sinn. Dës Entwécklung bréngt leider och de Verfall vu verschidde chrëschtleche Wäerter.

Si verleeden d'Kanner dozou dat Wichteg op der Welt, nämlech Eierlechkeet, Toleranz, Respekt vum aneren an Zefriddenheet duerch aner materialistesche Wäerter leider ze oft ze remplacéieren.

Wa fréier déi meeschte Kanner, déi placéiert goufen, aus sozial schwache Famillje koumen, oder wou d'Eltere gewalttätig oder alkoholsüchteg waren, esou ginn elo ëmmer méi jonk Leit, och aus gutt integréierte Familljen, an dës verschiddene Strukturen opgefaangen. D'Destrukturatioun keenzeechent oft dës Kanner, déi ni geléiert hu Regeln ze respektéieren a Schwierigkeeten hu sech an der Gesellschaft erëmzefannen an ze integréieren.

Well d'Familljeliewen oft ze kuerz kennt, spillt d'Aarbecht vun den Erzéier an deem Kontext eng enorm wichteg Roll. Och wann e Placement a verschiddene Fäll déi eenzeg Léisung ass fir engem Kand an Nout ze hëllefen, ass mat engem Placement net alles gedoen. E modernen Hëllef- a Schutzsystem muss och kënnen esouwuel d'Kanner wéi d'Familljen encadréieren an ënnerstëtzen, virun allem um psychologischen Niveau.

Ech wëllt kuerz nach op e Punkt vum Projet agoen, dee fir eng Diskussioun gesuergt huet. De Gesetzestext gesäit d'Méiglechkeet vir, datt Jugendlecher iwwer 18 Joer eraus kënnen vum de Strukturen an dem Encadrement vun de Kannerheemer profitéieren. Ech begrësse selbstverständlech dës Positioun vun der Familljekommissioun, déi der Propos vum Statsrot, eng Alterslimite virzegesinn, net Rechnung gedroen huet. D'Hëllef an den Encadrement vu Kanner an Nout kënnen net op eemol einfach esou ophalen, just well d'Kanner groussjäreg gi sinn. Et dierf een net vergiessen, datt vill Kanner d'staatlech Heemer als hir eenzeg Heemecht ugesinn, wou oft een deen aneren als Brudder oder Schwëster gesäit, an och d'Erzéier een Deel vun hirem Liewe gi sinn. Si mussen d'Méiglechkeet kréien och nom Alter vun 18 Joer weider encadréiert ze ginn, wa si dat wëllen.

Dës Méiglechkeet dréit och enger Propos vun der Spezialkommissioun „Jeunesse en détresse“ Rechnung. D'Spezialkommissioun huet, nodeem se festgestallt huet, datt net an all Fall e Placement oder eng Erzéiungsmoossnam néideg ass, an hirem Rapport virgeschloen, et soll ee Strukture schaffen, wou Jugendlecher, déi net méi bei hirer Famill wëlle bleiwen, ënnerbruecht kéinte ginn. An deem Kontext erënneren ech drun, datt d'Kannerheemer verschidden individuell Wunnenge geréieren, wou méi al Jugendlecher wunne kënnen. Dëst schéngt mer och eng gutt Léisung ze sinn, wou déi, déi d'Chance net hunn op eng harmonesch Familljstruktur zrëckgräifen ze kënnen, d'Méiglechkeet kréien hir Zukunft ze plangen, an dat mat der Ennerstëtzung vu qualifizéierte Leit.

Här President, léif Kolleegeinnen a Kollegen, ech wär frou, wann dës wichtigen Text eng breet Zoustëmmung am Plenum géif fannen, an ech wëllt domadder och den Accord vun eiser Fraktioun bréngen.

Ech soen Iech villmools merci fir d'Nolauschteren.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Merci, Madame Arendt. Den Här Di Bartolomeo huet d'Wuert.

■ **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll eiser Rapportrice merci soe fir hire Rapport.

Ech deelen allerdings hir Feststellung, déi se haut an engem Zeitungsinterview gemaach huet, nëmmen bedingt. Si huet bedauert, dass dee Statut esou spéit kennt a gemengt, dass dat vläicht drop zrëckzeféiere wär, dass d'Kanner an eiser Gesellschaft keng Prioritéit hätten. Ech géif do mengen, dass vläicht d'Madame Rapportrice kéint dozou bäidroen, dass déi

Prioritéit geschafe géif ginn. An der Madame Familljeminister huet se e ganz gudden Interlocuteur. Et hätt jo keen d'Madame Nicklaus dru gehënnert, fir eng flott Proposition de loi an deem heite Beräich ze maachen, wat e ganz interessante Beräich ass, well en aacht staatlech Kannerheemer oder Kannerfoyeré betrëfft, déi ausschliesslech zu Schëffleng an zu Diddeleng implantéiert sinn, wou bis zu 70 Kanner kënnen en zweet Doheem fannen.

Et handelt sech ëm duerchwees Eefamilljenhaiser, déi gutt integréiert sinn an deenen traditionell gewuessene Quartieren. Et kann een deene verschiddene Foyeren e Kompliment maachen, an et ass wuel dat schéinste Kompliment dat een deenen Haiser ka maachen, dass se an deenen traditionelle Strukturen, an deenen traditionelle Quartieren iwwerhaapt net opfalen, dat heescht, et gesäit een hinnen net of, dass et Kannerheemer sinn. D'Zesummeliwen an deene Quartieren ass duerchwees och esou positiv an esou problemlos, dass et bal net ze ënnerscheeden ass vun deenen aneren.

(Interruption)

Et muss een net ëmmer alles reglementéieren, wann déi mënschlech Wäermt derbäi ass.

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

Dir laacht vläicht doriwwer, mä dat hei si Strukture wou déi mënschlech Wäermt gefrot ass a wou se méi néideg ass wéi op anere Plazen.

(Interruptions)

Ech gi jo dovunner aus, dass Dir aus geregelte Verhältnisser kommt, an dass déi Kanner d'Chance...

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Bei deene Kanner, ëm déi et geet, handelt et sech gréisstendeels ëm ganz staark benodeelegt Kanner, déi aus zerrüttete Verhältnisser kommen, an déi ganz staark dru wanne kënnen, wann deen Encadrement vum Häerz kënnt a manner aus den Texter eraus.

Et kann ee sech direkt am Ufank d'Fro stellen, firwat et esou Structure just am Süde vum Land gëtt, a firwat et se just zu Schëffleng an zu Diddeleng gëtt. Vläicht well déi Gemenge sech als ganz gaaschtfrëndlech ugesinn hunn, mä vläicht och well dat nach net thematiséiert ginn ass.

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse*. - Et gëtt nach eng ganz Partie esou Servicer a Foyers d'accueil, wou de Fonctionnement vun ONGe gelescht gëtt.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Et wär trotzdeem net schlecht, wann d'Demande do ass, an ech mengen, et ass jiddefalls net esou, dass d'Demande ofhëlt, wann dru geduecht géif ginn, net well mir se net gär bei eis hunn, si si ganz häerzlech wëllkomm, een och an anere Regiounen kéint un Implantatiounen vun esou Strukturen denken.

Wéi gesot déi Kanner, déi hei versuergt ginn oder déi hei liewen, kommen aus ganz schwierige Verhältnisser, wou d'Emstänn ganz villfältig sinn. Et ass net méi esou, dass ee ka soen, dass et Kanner sinn, déi aus deene sou genannte strukturell schwaache Famillje kommen, oder iwwer Generatiounen eraus schwaache Famillje kommen. Et ass villméi gemëscht. Si kommen aus deene verschiddene Gesellschaftsschichten a si kommen aus deene verschiddens-ten Ursaachen, wou awer meesch-ten keng ganz besonnesch schéin Emstänn derbäi sinn: Trennung, Aarmutt, Alkohol, Gewalt bis zum Abus sexuel, Drogen, verno-lissegt Kanner, wou sech net méi drëm gekëmmert gëtt, Placemen-ter vun der Justiz, awer net nëm-

men. Et ass wuel eng gutt Proportion, wou Placementer déi vun der Justiz gemaach ginn.

Et muss ee jiddefalls soen, dass déi Kanner, ier se an déi Haiser komm sinn, net op der Sonnesäit vum Liewe waren, wat och e Faktor ass, dee se wesentlech beaflosst a se psychesch belaaucht. Also e wichtige Faktor, op deen an deenen Haiser muss reagéiert ginn, Haiser wou se liewen, wou se encadréiert ginn, wou se an oppe Strukturen an d'Schoul ginn. Déi meeschte Kanner ginn an deene jeeweilege Gemengen an d'Primärschoul, an d'Spillschoul, ginn her-no an de Postprimaire, mat Aus-nahm vun der Classe orthopéda-gogique, déi zu Schëffleng fonc-tionnéiert, wou Kanner aus deenen zwee Haiser kommen, mä awer och vun anere Plaze kommen, an och schonn der aus deenen zwou Gemengen erakomm sinn.

Et ass wichtig ze ënnersträichen, dass et oppe Structure sinn, déi net ze verwiessele si mat anere Struk-turen, och net ze verwiessele si mat Schraasseg an Dräibur.

Et muss ee soen, dass déi Kanner, ech hunn et virdru vun den Institu-tiounen gesot, net méi an net man-ner opfalen an deene Strukturen, wou se ënnerdaach sinn, an de Schoulen, an de Veräiner, wéi déi aner Kanner och. Et sinn heiansdo Problemer do, mä wou gëtt et se net. An deenen anere Familljen tau-chen och méi oder manner proble-matesch Fäll op.

Ech wëll bei dëser Geleeënheet dem Personal e ganz grouse Mer-ci soe fir hiert Engagement. Et muss een deenen betreffene Veräiner, wou d'Kanner iwwert déi nor-mal Zäiten eraus betreit ginn, en häerzleche Merci soen. Et gëtt och Veräiner, déi esou zesummege-wuess si mat Kanner aus deenen Strukturen, dass se sech d'Méi ginn, fir deene Kanner heiansdo eng flott Iwwerraschung ze maachen. Et soll een dat erwähnen, well et féiert vläicht derzou, dass aner Veräiner Ähnlechens maachen. De Fëschclub vun Diddeleng, dee seng Weieren zu Beetebuerg huet, invitéiert d'Kanner eemol d'Joer op de Kannerdag. Dat ass vill Gaudi.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président. - Wann ech gelift, loosst dach den Här Di Bartolomeo schwätzen.

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - D'Forainé maachen ähnlech Initiativë bei den traditionelle Kiermessen. Dëst Joer fir d'éischte Kéier fir d'Kanner aus de staatleche Kannerheemer och um Chrëschtmaart. Et ass eng ganz gutt Initiativ, well se de Kanner d'Méiglechkeet gëtt fir Iwwer-raschungen ze kréien, déi an de staatleche Strukturen net ëmmer esou evident sinn.

Da kommen ech zu deene Punk-ten, déi am Gesetz zwar geregelt sinn, mä wou ee vläicht an zukünf-tegen Iwwerleeungen a Richtung vun e bësse méi Flexibilitéit kéint goen. De Gesetzesprojet, dee mer haut ofstëmmen, wäert net zu zousätzlechem Personal féieren, mä wäert de Kader regléieren. De Projet wäert och näischt dorunner änneren, dass d'Kanner, déi an deenen aacht Haiser opgeholl ginn, am Duerchschnëtt also nor-malerweise tëschent 4 an 18 Joer al sinn, mat Grenzen no uewen, mä awer och mat Grenzen no ënnen, wéi zum Beispill am Mäertenshaus, wou se kënnen ab zwee Joer op-geholl ginn.

Et wäert och näischt dorun änne-ren, dass de Stat iwwert de Budget déi hei Infrastrukture finanzéiert, wou mer da bei deem éischte Pro-blem sinn, dee mer um Rand dis-kutéiert hunn. Et ass de Statsbud-get, dee finanzéiert. Dat huet seng Avantagen, huet awer och seng Désavantages, wat d'Flexibilitéit ugeet. Et war eng ganz flott Iwwer-leeung am Avis vun der Chambre

des Fonctionnaires, wou drop hige-wise ginn ass, dass een hätt kënne vun der Geleeënheet profitéiere fir de staatleche Kannerheemer d'Flexibilitéit vun engem Projet d'établissement ze ginn.

Bei der aktueller Budgetiséierung ass et esou, dass vill Ausgaben iwwer Bonge geschéien, soudass d'Kanner net gesinn an net direkt mat Geld ausginn, Geld spueren, Geld upaken, konfrontéiert sinn. Dat ass och eng wichteg Missioun, déi een an esou engem Haus, wou d'Kanner de ganzen Zäit liewen, kann iwwerhuelen, fir de Kanner den Emgank mat Geld ze léieren.

Madame Minister, do sinn och Kan-ner, déi aus Famillje stamen, wou d'Emgoe mat Geld e seriöse Pro-blem ass, dofir d'Suggestioun, dass ee sollt no Weeër kucken, och wann dat net an engem Gesetzes-text dran ass, fir gewëssen Ausga-ben oder gewësse Kreditter kënn-zur fräier Verfügung vun den Haiser ze stellen. Et muss ee sech soss iwwerleeën, ob een dann op de Wee vun A.s.b.l.e geet oder muss goen. Et wier vläicht besser, wann een dat um direkte Wee kéint maachen, well dat och eng konkret éducativ Missioun fir d'Kanner ass.

Dann deet et mer e bësse Leed, dass d'Kommissioun op de Wee gaangen ass vum Statsrot bei dee-ne Missiounen, déi Innovatioun a Recherche betreffen. Bon, et kann ee sech froen: Wat ass Innovation et recherche bei staatleche Kan-nerheemer? Een, deen net mat de Situatiounen konfrontéiert ass, stellt sech déi dote Fro vläicht. Mä wann ee mat der Situatioun um Terrain konfrontéiert ass, wou dat net eng statesch Situatioun ass, wou d'Kanner ëmmer déiselwecht blei-wen, no iergendengem bestëmmte Raster, mä wou ëmmer nei Proble-matiken op déi Haiser zoutreffen a wou et wichtig ass, dass déi Leit d'Méiglechkeet hu fir op nei Situa-tiounen och nei Äntworten an deenen dote Strukturen ze entwëcke-len, stellt ee sech déi Fro net.

Ech wëll allerdéngs soen, dass ee mat där noutwendeger Flexibilitéit a mat deenen noutwendege bud-getäre Mëttelen och Sputt ka kréie fir Pilotprojeten, a Pilotprojeten ass et der eng Rei an deenen Haiser ginn. Ech erwähne just de Projet Treffpunkt, dee ganz wichtig ass, well an deenen Haiser jo och ver-sicht gëtt d'Kanner mat hiren Elte-ren zesummenzebréngen. Och wann déi emotionell Bezéiungen zwëschent de Kanner an hiren El-teren extrem gespaant, extrem pro-blematesch sinn, dann ass et awer net esou, dass een déi Eltere ver-drängt, dass een d'Eltere culpabili-séiert, dass ee se verdaamt oder dass een de Lien zu de Kanner of-schneit. Mä et ass ganz am contraire esou, dass an de staatleche Kannerheemer probéiert gëtt fir dee Lien mat de Kanner ze erha-len, dass jiddefalls d'Bréck bestoe bleibt an dass, wann de Wëlle vun deenen zwou Säiten do ass fir iwwert déi Bréck ze goen, déi Lienen net verluer ginn. Do hunn also déi staatlech Kannerheemer ganz flott Initiative geholl.

Et muss ee soen, dass se och schonn a méi wäit zrëckkleiender Vergaangenheet Pionéiermissiounen iwwerholl hunn. Et war an de staatleche Kannerheemer, wou déi éischt Assistante-socialen agesat gi sinn. Ech mengen, et war och an de staatleche Kannerheemer, wou fir d'éischte Kéier eng Commission médico-psycho-pédagogique aus-probéiert ginn ass, an dat kann ee weiderféieren.

Dann e leschte Punkt, dee vläicht och bei dëser Geleeënheet nach erwähnt soll ginn: De Versuch oder jiddefalls d'Éventualitéit - et ass an der Praxis och realiséiert ginn -, dass d'staatlech Kannerheemer eng Rei vu Kanner aus Réfugiésfam-illjen opgeholl hunn, wou et

schwierig war, déi an anere Struk-turen ënnerdaach ze kréien. An och an deem dote Beräich hunn d'staatlech Kannerheemer eng ganz grouss Öffnung gewisen.

D'Diskussiounen iwwert déi staat-lech Kannerheemer, grad wéi vir-drun d'Diskussioun iwwert d'Zentre vu Schraasseg an Dräibur, hunn awer och drop higewisen, dass mer an eenzelne Beräicher, wat d'Opfaangstrukture fir e bësse méi problematesch Kanner ugeet, Lü-cken hunn - ganz seriö Lacunen hunn. Et ass heiansdo esou, dass, wann extrem Problemer optauchen och an de staatleche Kannerhee-mer, kaum nach eng aner Alterna-tiv bleift, wéi d'Kanner zu Schraas-seg oder zu Dräibur ze placéieren oder am Ausland ze placéieren. D'Gerichter hunn heiansdo och keng aner Alternativ, wann et net geet an de staatleche Kannerhee-mer, wéi zu Schraasseg oder zu Dräibur ze placéieren, oder wéi dat a ville Fäll, ze ville Fäll de Fall ass, an d'Ausland ze goen.

Souwäit meng Informatiounen rich-teg sinn, hu mer ëm 100 Kanner a spezialiséierten Zentren am Aus-land placéiert. Et misst ee sech vläicht awer eng Kéier Gedanke maachen, net alles zu Lëtzebuerg ze schafen - dat ass net dran -, awer méi. Et sinn heiansdo esou spezifesch Situatiounen, dass et een oder zwee Kanner sinn an en-gem Beräich an dass een da bes-ser huet an d'Ausland ze goen. Mä et feelen Tëschestrukturen, déi mer eis sollten iwwerleeën opzebauen.

Ech brauch net nach eng Kéier op déi eenzel Punkten anzegoen. Dat ass am Rapport excellent ge-maach ginn. Mä ech wollt just zum Schluss nach soen, dass an de staatleche Kannerheemer, dat ganz kleng dezentral Strukture sinn, eng excellent Aarbecht ge-leescht gëtt, dass déi Haiser voll an deene Gemengen a Stied ak-zeptéiert, integréiert sinn, an et zu enger flotter Zesummenaarbecht kënnt mat der Société civile, wat de Verdéngscht ass vun engem enga-géierte Personal, dat e gudde Stat-ut mat kloer definéierte Missiounen verdéngt, an och mengen ech vläicht an Zukunft déi Flexibilitéit, déi seriö schaffend Leit verdéngen.

Ech soen lech merci.

M. le Président. - Merci vill-mools. Den nächste Riedner, deen ageschriwwen ass, ass den Här Bettel, wann ech glift. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

M. Xavier Bettel (DP). - Mer-ci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, et ass ëmmer schwéier, wann een als véierten Orateur iwwer esou ee Sujet schwätze soll, well déi meescht schonn dat Gréisst vum Projet de loi presen-téiert hunn. Am Fong kéint ech och soen, dass et einfach hei eng Clari-ficatioun vun engem Flou juridique ass an dass et héchst Zäit ginn ass, dass en Text an eng Base lé-gale fir déi Kannerheemer gescha-fe gi sinn, an da kéint ech mech schonn direkt elo sëtze goen. Mä ech hunn lech awer verschidde Saachen hei matzedeelen iwwert de Sujet.

Fir d'éischt, wat wichtig ass, dat ass Dräibur, Schraasseg a Kanner-heemer net an een Déppen ze ge-heien. Verschidde Leit verwiesse-len dat Ganzt an et dierf een dat net verméschen. E Kannerheem ass net e Placement vun engem Riichter fir eng Sanktioun vis-à-vis vun enger Strofdot oder esou eppes. Déi Kannerheemer sinn do fir d'Leit, an ech zitéieren hei ee vun den Avisen: Eng „Mission d'ac-cueil, d'hébergement, d'accompa-gnement pédagogique, de forma-tion scolaire et professionnelle, d'innovation et de recherche“; eng „Mission éducative et sociale“. Et soll een net alles duerchernee ge-heien. Ech hat awer der Madame Minister...

(Interruption)

Jo, et sinn awer Leit, Madame Stein, déi alles duerchernee ge-heien. Ech kann lech et awer soen.

(Hilarité)

Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille, de la Solida-rité sociale et de la Jeunesse*. - Ech wollt just soen, datt och déi Kanner zu Schraasseg an Dräibur net alle-guerten do sinn, well si eppes ver-brach hunn. Mä si ginn och heians-do zu hirem Schutz dohinner pla-céiert.

M. Xavier Bettel (DP). - Ech kommen elo dorobber. Ech fannen et schued - d'Madame Ministesch huet mer dat och confirméiert an der Commission de la Famille -, dass eng gewëssen Zuel vu Kan-ner, déi placéiert misste ginn an engem Heem oder an enger anerer Struktur, net kënnen an där Struktur emfaange ginn, well déi de Week-end zou ass oder eben net zu en-ger Auerzäit op ass, wou et net méiglech ass, an dass se dann op Dräibur ginn. Ech wëll net soen, dass dat absolut schlecht ass, also besser fort wéi wa se wirklech an enger schrecklecher Situatioun do-heem sinn. Mä awer Dräibur ass fir mech, Madame Ministesch, wirk-lech net déi Plaz fir déi Situatiou-nen, déi et gëtt. Et gëtt am Moment keng aner Méiglechkeet. Mä zu Dräibur maache se op jidde Fall net hire beschte Carnet d'adresse.

Mir schwätzen hei, Här President, Madame Ministesch, iwwer Proble-me vu jonke Leit an hei läit mer ee Problem besonnesch um Häerz, well ganz vill Leit mengen hei zu Lëtzebuerg, dass et de Leit jo esou gutt geet, dass et de jonke Leit och sou gutt geet an dass et jidderen-gem hei am Land jo esou super geet, well an der Zeitung näischt dovü steet, dass et de jonke Leit kënnt schlecht goen. Mir gesi Re-portagen op der Tëlee vu jonke Leit, déi op der Strooss sëtzen, Strummerten, Toxicôen , déi ein-fach net méi wellen doheim era-goan an déi da keng Struktur méi fannen, fir iwwerhaapt en Enner-daach ze fannen, déi op der Strooss wunnen. RTL huet vill Re-portagen driwwer gewisen. Ech er-fanne guer näischt.

Ech wëll hei der Madame Minister merci soen, well si huet mer eng ganz komplett Äntwert op eng Question parlementaire virun dräi Woche ginn, iwwert d'Suicidé bei deene jonke Leit an dee Sujet läit mer och besonnesch um Häerz, fir lech einfach ze beweisen, dass et och aner Problemer gëtt.

An de Joren 1968 bis 1977 hu sech 42 jonk Leit suicidéiert, dat heescht Leit bis 24 Joer. Tëschent 1978 an 1987 56. Tëschent 1988 an 1997 53 an tëschent 1998 an 2002 31. Dir gesitt also, déi lescht Period bedréit fënnef Joer. Déi aner dat sinn der zéng. Vun 1968 bis 2002 ass den Taux de mortalité op 100.000 bei dem Suicide bei dee-ne Jonke vu 5,4 op 8,2% erop-gaangen. Dat ass eng Augmenta-tioun vu 50%. Dat ass net näischt.

Bei de Jongen ass deen Taux vu 7,6 op 12,4% eropgaangen. Dat ass eng Augmentatioun vun 63%, a bei de Meedercher ass den Taux vun 3,2 op 3,8% eropgaangen. Dat ass eng Augmentatioun vun 18%.

Dir Dammen an Dir Hären, Dir ge-sitt et jo selwer. Gitt einfach op d'Strooss, gitt einfach op d'Place d'Armes, gitt bei d'Post, da gesitt der ganz Gruppe vu jonke Leit, déi meeschtens keen Doheem hunn an déi sech einfach a kenger Struktur méi erëmfannen. An dofir fannen ech et wichtig, dass déi Haiser fir d'Kanner geschafe ginn, net nëm-me fir d'Kanner, well et ginn och nach Leit déi Ennerstëtzung brauche wa se keng 15, 16 Joer méi hunn, mä scho méi al sinn, 18, 20 oder 23, wa se nach eng Forma-tioun haten.

Mä op jidde Fall ass et ganz wich-teg déi Leit, déi net d'Chance hu fir en Encadrement ze hunn, net déi-selwecht Chance vun der Réussite hunn, ze encadréieren. Ech men-gen, et ass eng Missioun, déi de Stat muss respektéieren. A selbst-verständlech wäert dofir och

d'Fraktioun vun der Demokratescher Partei dëse Projet de loi stëmmen.

M. le Président.- Merci, Här Bettel. Den Här Aly Jaerling huet d'Wuert.

M. Aly Jaerling (ADR).- Merci, Här President. Nodeem datt ech beim Här Di Bartolomeo a senger Ufanksried gemengt hunn, et wier him eng Bibel op de Kapp gefall, well esou häerzhaft huet en hei geschwat, wëll ech awer och der Madame Rapportrice félicitéiere fir deen ausféierleche Rapport, dee se gemaach huet an eng Rei Virriedner virdrun hunn och hei schonn zum Thema geschwat, esou dass ech mech am Fong net méi esou déif gräifend mam Projet de loi selwer wäert befaassen.

Här President, wéi krank eng Gesellschaft ass, kann een un der Zuel vun den Heimer feststellen, déi ee muss baue fir verloossen oder verstosse Bierger ënnerzebréngen, sief et Kannerheemer, Fraenheemer oder och Alters- a Fleegeheemer. Besonnesch bei Kanner läit de Malaise oft an hirer Famill, also bei deenen, déi se am Fong solle beschützen. Gesellschaftlech Contrainté mat deenen déi Erwuessenen net eens ginn, net kloer kommen an net domat fäerdeg ginn, gi ganz oft op d'Kanner iwwerdroen, wou et dann och net verwonnerlech ass, dass d'Kanner dat, wat se doheem matkréien, dann och dobaussen op aner Kanner iwwerdroen a mengen, dass dat wat d'Elteren hinne virliwen, dat ass wat si an hirem Liewen am Fong solle maachen.

Mir hunn elo hei geschwat vun der Kannerheemer, wéi wichteg et ass, dass mer esou Heemer bauen. Et ass kloer, dass et wichteg ass, mä et soll awer och emol driwwer geschwat gi wat ee ka maachen, fir ze verhënnern dass mer iwwerhaupt nach weider Kannerheemer oder soss Heemer musse bauen, an do läit menger Meinung no der spréngende Punkt an der Opwärtung vun der Famill.

Soss war d'Famill ëmmer eng Unitéit, déi vum Kand bis bei den Urgrousspapp gaangen ass, also eng geschlossen Unitéit, wou am Fong Generatiounen zesummegeleift hunn a Generatiounen zesummen een deen anere beschützt hunn. Déi Aart vu Famill ass leider haut um ënnergoen.

Dat ass ee vun de Problemer, dee mer an eiser Gesellschaft hunn, well einfach de Partikularegoismus oder einfach de finanzielle Besoin d'Leit dozou zwéngt, dass d'Famill ausernee gerappt gëtt, dass zwee Elterendeeler musse schaffe goen, eleng scho well se et net fäerdeg bréngen déi héich Loyerer ze bezuelen, a well mer dann och hei an eiser Gesellschaft permanent drop aus sinn an einfach soen, dass d'Fraen alleguete solle mat op den Aarbechtsmaart goen. Ech mengen och dat ass net onbedéngt dee richteg Wee an dofir läit eis Approche éischer doranner, dass ee soll d'Famill opwäerten, dass d'Famill sech kann esou zesummesetzen, dass se déi finanziell Contrainten net méi huet an dass se ka wielen...

(Interruptions diverses)

Madame Wagener, Dir kënnt eng Famill grënne wéi Dir wëllt. Mir halen awer drop, dass déi Famill, wéi se bis elo déi traditionell...

(Interruptions diverses)

Loosst jidderee gewäerde wéi e wëllt. Et ass just dat wat ech wëll soen.

Et si just verschidde Leit heibanen, déi anere Leit wëlle virschreien, dass se musse schaffe goen an do läit de Problem. Mir soe ganz kloer, dass de Malaise doranner läit, dass eis Familljen net méi déi néideg Moyenë kréien, fir kënnen ze wile wat se maache sollen, dass se kënnen wielen, dass d'Frae kënnen doheem bleiwen oder schaffe goen. Dat muss der Famill

hir Wiel sinn an och dem Mann seng.

(Hilarité et interruptions diverses)

Ech freeë mech driwwer, Här Gira, dass Dir an Är Partei dat hei an d'Lächerlecht zitt. An alle Familljen hei am Land, déi lech nolauschten...

(Brouhaha général)

An ech soen nach ëmmer, an eis Partei seet dat och: D'Famill ass nach ëmmer d'Kärzell vun der Gesellschaft a soll et och bleiwen.

(Interruptions diverses)

M. le Président.- Ech géif drëm bieden, den Här Jaerling schwätzen ze loosse.

M. Aly Jaerling (ADR).- An ech verbidde mer och an ech ginn och kengem d'Recht hei fir mech op meng perséinlech Familljesituatioun unzeschwätzen, well soss ginn ech bei verschidden aner Leit och emol e puer Läichen an de Keller sichen an da sinn ech net deen, deen am dommsten aus der Wäsch kuckt.

(Interruptions diverses)

Dofir wëll ech nach eng Kéier widerhuelen, dass et net duegeet, dass mer ëmmer begrëssen, dass mer hei Heimer an do Heimer schafen, mä dass mer eis och musse Gedanke maache wéi mer déi Heimer kënnen finanzéieren a wéi mer déi Heimer kënnen begrenzen, an do läit eben eiser Approche no d'Opwärtung vun der Famill, wou d'Generatiounen, déi ëmmer zesummegeleift hunn an enger Famill, een deen anere schützen an da kéime mer och op de Wee, dass mer net esou vill Heimer bräichten.

Als Ofschloss wëll ech soen, en Invest an d'Famill bedeit fir d'Zukunft en Erspuernis un Heimer. Mir wäerten trotz allem dee Projet hei stëmmen, well en awer seng Wichtegkeet huet.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Déi nächst Riednerin ass d'Madame Dagmar Reuter.

Mme Dagmar Reuter-Angelsberg (DÉI GRÉNG).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen der Rapportrice merci fir hiren ausféierleche Rapport. Natierlech wäerte mir Gréng dëst Gesetz och stëmmen, well et, wéi et hei schonn esou oft gesot ginn ass, e Lach am Gesetzestext stoppt.

Ech wëll och nach eng Kéier op den Historique vun dëse Kannerheemer agoen. Et huet gedauert bis an d'lescht Johonnert bis déi Situatioun vun dëse Kanner an d'Rei bruecht ginn ass, dass mënschlech a sozialpedagogesch a sënnavoll mat de Kanner konnt ëmgaange ginn.

Et ass wichteg, dass de Stat an dësem Beräich weider seng Responsabilitéiten hält a se net erfroschrauft, mä nach weider ausbaut. An dofir sinn awer sécher och e puer kritesch Gedanken hei ubruecht. Mir mengen, dass een dëst Gesetz soll och am Kader gesi vun där Debatt vum Kanner- a Jugendschutz, déi mir virun e puer Méint hei gefouert hunn. An zwar stousse mer hei erëm op deen Deel vun de Problemer, déi mer schonn deemools gesot hunn, vun deenen e gewëssenen Deel ënnert den Dësch gefall ass.

Ënnert den Dësch gefall ass zum Beispill eis Fuerderung, dass endlech seriö Etüde solle gemaach ginn, fir endlech iwwer seriöt Zuelematerial ze verfügen a sech endlech en detailléiert Bild kënnen ze maachen, wat mat verschiddene jonke Leit lass ass a wéi hir wierklech Situatioun ass, fir dann och geziilt kënnen virzegoen.

D'Erfahrungen, déi an de staatleche Kannerheemer an och an de konventionéierte Kannerheemer

gemaach ginn, si vu grousser Bedeutung. An dësem Zesummenhank bedauere mir et, dass am Artikel 2 vum Gesetz, an deem d'Missiounen definéiert sinn, net déi fënneft Missioun, déi vun der Innovatioun a vun der Recherche, bäibehale gouf. Ech hat deemools als Eenzegeng dergéint gestëmmt, dass dat sollt erausgeholl ginn.

Ënner anerem wéinst dem Avis vum Statsrot gouf déi Missioun fale gelooss. De Statsrot huet gemengt, dës Missioun wär konsequenterweis an deene véier anere Missiounen enthalen, a wier dofir keng Missioun a part. Dat kann een esou gesinn, mä mir fannen, dass dat eng Missioun a part ass. Mir huelen un, dass d'Auteure vum ursprüngeleche Projet de loi wuel hir Grënn haten, fir d'Innovatioun an d'Recherche expressis verbis bei de Missiounen vun de Kannerhaiser opzezielen. Wann d'Missioun nämlech esou däitlech formuléiert do steet, da muss ee sech och drun halen an hir permanent Rechnung droen. A wann een dat mécht, da kritt een noutwendegerweis eng aner Approche an deem Sënn, dass een traditionell Weeër ëmmer erëm hannerfreet an no neie Weeër sicht.

Et ass awer hei ugeklonge vum Här Di Bartolomeo, dass déi staatleche Kannerheemer schonn no villen neie Weeër gesicht hunn. Ech sinn och ganz frou driwwer, dass hien dat elo hei gesot huet, mä ech bleiwen awer bei där Positioun, dass d'Innovatioun an d'Recherche e wichtege Deel sinn.

Wann dës fënneft Missioun am Gesetz géif festgeschriwwen ginn, dann hätt se jo och den néidege Poids fir d'Innovatioun virunzedreien an esou nei Impulser ze integréieren. Datt dëse Punkt ewechgelooss gouf ass fir eis erëm symptomatesch, dass am Endeffekt net no neie Methoden a Weeër gesicht gëtt, mä datt alles ëmmer soll schéi brav beim Ale bleiwen. Et ass komesch, dass um ekonomesche Plang dauernd vun der Bedeutung vun der Recherche an der Innovatioun geschwat gëtt, mä wann et an de soziale Beräich geet, da gëtt d'Bedeutung vun der Recherche an der Innovatioun erofgespillt.

Mir Gréng werfen der Majoritéit vir, dass se prioritär ëmmer nëmmen no de Juristen engersäits an no de Finanzen anerersäits kuckt, an datt si net genuch Leit héiert, déi um Terrain schaffen. Hei ass einfach e Malaise, deen een net doduerch aus der Welt schafft andeem ee mécht wéi wann näischt wier. Sécher, hei geet et virun allem elo emol drëm, d'Situatioun vun de Kannerheemer juristeschem ofzesécheren, mä mir Gréng fuerderen, dass och iwwert d'Schafung vu weidere staatleche Kannerheemer ngeduecht gëtt. Ënner anerem erënnere mer un eis Fuerderung vun engem sou genannte Weglaufhaus, deem seng Noutwendegkeet sech permanent am Alldag beweist.

A wa mer schonn dobäi sinn iwwert d'Kannerhaiser ze schwätzen, da sollte mer och iwwert d'Kanner selwer schwätzen, déi an deenen Haiser hei liewen. Mir sollten awer och e puer Gedanken verwenden iwwert déi Leit, déi hei schaffen a gläichzäiteg ëmmer erëm zur Debatt stellen, wéi et ëm d'Eltere steet, deenen hir Kanner an dësen Haiser sinn. An do gëtt a leschter Zäit ëmmer erëm déi Fro opgeworf, déi mer och scho bei der Debatt iwwert d'Jeunesse en détresse ugefouert hunn, nämlech de Problem vum Transfert vun der Autorité parentale, deen am Moment vill ze schnell a vill ze automatesch geschitt.

Viru kuerzem ass dës Problematik erëm am Zesummenhank mat de Kannerhaiser an engem héichinteressanten Artikel vum „Lëtzebuerger Wort“ zur Sprooch komm. An

och wa mir hei an der Chamber viru kuerzem anescht decidéiert hunn, bleibt de Problem bestoen a vill Elteren, déi guer net an de Klischee vu Rabenelteren erapassen, hu weiderhi keng Méiglechkeet, fir hir Responsabilitéit ze droen. Mir Gréng wäerten eis op deem Plang net ginn, bis datt d'Leit vum Terrain massiv gehéiert an dës ondifferenziert Praxis vum Transfert vun der Autorité parentale aus der Welt geschafe gëtt.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech soen lech merci.

M. le Président.- Merci, Madame Reuter. Et ass kee Riedner méi ageschriwwen. D'Regierung huet dann d'Wuert. Madame Minister Jacobs wann ech glift.

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géng fir d'éischt wëllen der Madame Rapportrice merci soe fir hire schrëftlechen a mëndleche Rapport, esou wéi och all deene Riednerinnen a Riedner, déi heizou Positioun bezunn hunn.

Eigentlech ass dat richtig, wat de Xavier Bettel emol gesot huet, dass dat heite Gesetz viles wat mer diskutéiert hunn, iwwerhaupt net beinhaltet. Dat hei Gesetz schafft d'legal Basis vun de staatleche Kannerhaiser. Net méi an net manner.

D'Kanner, déi gëschter zu Schëffleng an zu Diddeleng waren, déi gi muer no dem Vote vun deem heite Gesetz grad d'selwecht gutt versuergt an et gëtt weider gutt no hinne gekuckt wéi bis elo. Et ass also falsch ze mengen, wann elo déi legal Basis geschafe wier, dann hätte mer e schreckleche Fortschritt gemaach wat d'Kannerrechter ubelaangt a wat d'Prioritéiten vun de Kanner wären. Do ännert et keen hallwe Millimeter.

(Interruption)

Dat wier wierklech ze vill einfach, an ech denken, dass et net esou laang gedauert hätt bis dat Gesetz do gewiescht wier. Et ass also eng legal Basis fir d'Institutiounen a fir d'Servicer, déi geschafe ginn a soss näischt.

Dat verhënnert awer net, dass mer net nach eng Kéier hei eng Diskussioun féieren, an et ass och déi, déi bis elo haaptsächlech gefouert ginn ass, iwwert d'Jeunesse en détresse. Do denken ech, dass jidder een, deen dozou geschwat huet, och dat mat Recht gemaach huet. An deene bestehenden Haiser gëtt et Servicer, un déi d'Leit sech kënnen wenden.

Ech sinn net dermat d'accord, Madame Reuter-Angelsberg, wann Der sot, dass mer näischt géife maachen, a wann Der sot, dass net géng mat deene Leit um Terrain geschwat ginn. Et gëtt ganz vill mat deene geschwat, well soss wiere mer net esou wäit wéi mer sinn. Et wier vläicht och gutt, wann déi Leit och mat lech géinge schwätzen, dass Dir och géngt héieren, wat se ze soen hunn, well et ass wichteg, dass deen een an deen aneren déiselwecht Message kritt.

Datt et ganz vill Schwieregkeeten an de Famille gëtt, doru besteet guer keen Zweifel, an datt déi Kanner, déi dohinner kommen, vill méi Schwieregkeete mat sech bréngen, wéi dat déi Zäit war, wéi richtig Weesekanner dohinner komm sinn. Och doru besteet keen Zweifel. Datt dat fir d'Personal alles vill méi komplizéiert gouf a vill méi vun hinnen haut erwaart gëtt, wéi fréier, dat ass och ganz kloer.

Ech war elo kuerz eng Kéier an engem Haus, wou den Direkter mer gesot huet, mir hunn hei kee Kand wou d'Mamm net an iergendenger Dépendance, enger Sucht, ass. Alkohol oder Drogen. Dat muss ee sech virstellen. Kanner, déi op d'Welt kommen, musse fir d'éischt emol eng Entwöhnung gemaach kréien, entweder mat der Mamm zesummen oder eleng. Datt déi Kanner natierlech aner Virausset-

zunge brauchen, dass ass ganz kloer, an et ass och kloer, dass dat fir d'Personal ganz aner Erausforderunge sinn, wéi wa se Kanner hunn, déi eigentlech en normale Wee gaange sinn a wou duerch een Ongléck d'Elteren op eemol net méi do sinn.

Ech mengen, dass deem alles an der Zwëschenzäit Rechnung gedroe gouf. Datt een ëmmer nach kann zousätzlech Personal derbäisetzen, nach ëmmer zousätzlech Formatiounen ka mat de Leit maachen, dass ass alles an der Rei, mä ech denken, dass sech esou viles do geännert huet, dass et gutt wier, wann ee géif gesinn, wat dat alles heescht.

Bei deenen Haiser a Servicer kënnen d'Famillje selwer froen, fir datt e Kand dohinner kënnt. Et sinn awer och d'sozial Servicer, déi kënnen froen, fir datt Kanner dohinner kommen. Leschten Enns selbstverständlech kann d'Jugendgericht Kanner dohi placéieren.

Mir hätten eis och kënnen virstellen, dass dee fënnefte Punkt, wat d'Innovatioun an d'Recherche ubelaangt, an dësem Projet drastoe bliwwen wär, mä ech ka mer awer och virstellen, an ech gesinn eigentlech kee Problem doran, dass ee Recherche an Innovatioun mécht. Mir schreiwe souwisou, hunn ech heiansdo d'Gefill, vill ze vill an d'Gesetz dran, well et steet jo néierens geschriwwen, wann eppes net do steet, dass een et dann net därfe maachen. Quitte datt ee ka soen, dann ass ee vläicht méi derzou obligéiert, well den Treffpunkt, dee stong och net an de Missiounen vun de staatleche Kannerheemer, en ass awer gemaach ginn. E gëtt gemaach mat héich qualifizéiertem a motivéiertem Personal. Dat heescht also net automatesch, dass eppes net ka gemaach ginn.

Den Här Di Bartolomeo hat gesot, staatleche Kannerheemer géif et zu Schëffleng an zu Rémeleng, mä mir hunn awer eng ganz Partie aner Organisatiounen, déi selbstverständlech och Kanner bei sech ophuelen, well soss wiere mer am Fong gutt eraus wa mer der nëmme 70 oder 75 am Ganzen hätten. Ech erënnere nëmmen un d'Jongenheem, un d'Kannerschlass, un d'Kannerland, d'Caritas, d'Croix-Rouge, d'Mierscher Kannerduerf, déi alleguerten iwwert d'Land verdeelt sinn. Ech wëll net soen, dass ech domadder se alleguerte genannt hunn, mä et gëtt der eng ganz Mass, déi sech Gott sei Dank doréms këmmere an ech denken och, dass dat wichteg ass, dass se iwwert d'Land och verdeelt sinn an och e bësselche gekuckt gëtt, aus wéi engem Eck déi Kanner kommen, déi och selbstverständlech éischer musse kënnen an deene Regiounen bleiwen, wat sécher fir si och besser ass.

Investitiounen an d'Familljen, dass ass ouni Zweifel ee vun deene wichtege Punkten. An ech bewonnere ëmmer déi Leit, déi esou Bescheid wëssen. Neen. Jidderee seet, et misst méi investéiert ginn. Mä wann een dat seet, wat soll een da maachen? Ech kann och grouss Artikel doriwwer schreiwen, wéi Leed et mir deet, dass 50% vun de Mariagen zu Lëtzebuerger gescheet ginn. Domadder ass awer net erëm een Eenzegeng, deen erëm bei deem aneren ass. Et muss ee just wëssen, wann ee grouss Theorie schreift a schwätzt a seet: Wat sinn déi konkret Hëlfe, déi mir de Leit kënnen ginn? Dat ass d'Fro. Et ass net jidderen. Dat Lamentéiers do, dofir keeft keen...

(Interruptions)

Ma jo, dass géng mech wonnere. Da fale mer wahrscheinlech all schwach.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Ech wëll lech just soen, dass mir eng ganz Partie Servicer hunn, déi mer de Familljen ubidden, sou gutt fir mat hire Kanner dohinner ze goen, wa Problemer bestinn - ob

dat Kanner sinn, déi eng Behënnung hunn, ob dat Kanner sinn, déi verhalensgestéiert sinn, ob dat ass, wann an der Koppel selwer Problemer dra sinn. Ech denken awer, datt vill Leit net ëmmer wësen, wat et alles gëtt.

Op där anerer Säit hu mer an deene leschte Joren zesumme mat dem Kannerschlass vu Suessem dat, wat een nennt eng Eltere-schoul, ageriicht, wou mer wëllen deenen Elteren, ob se bestuet sinn oder net bestuet sinn, d'Méiglechkeet ginn, datt se eng Plaz hunn, wou se sech kënnen informéiere goen, wou se mat anere Leit kënnen driwwer diskutéieren, wat fir Problemer sinn, a wou mer domadder hoffen deene Leit eng Äntwert ze ginn, ier et ze spéit ass. Well, wa bis eng kéier d'Familljen ausernee gebrach ass, dann ass kee Service méi, dee se beienee kritt. Mä ech denken, datt et méi wichtig ass, datt een am Virauser kuckt, datt een dat e bësselchen do vläicht ka verhënnern. Wéi gesot, ech wëll elo net mer Illusionen iwwer esou eppes maachen. Mä et soll ee weinstens probéieren och Hëllefstellung an deem Sënn ze ginn.

Dann ass geschwat gi vun engem Weglaufhaus. Ech wëll drun ernëren, datt mer e Meederchershaus hunn, wat een och kann, wann ee géing wëllen, als Weglaufhaus kënnt an engem wäite Sënn...

(Interruption)

Jo, et ass eppes anescht. Mä de Problem vun all deenen Haiser ass: Wien ass dann zoustänneg, wa Jugendlecher ënner 18 Joer kommen? An et kritt een e bësselchen Erfahrung vum deem Meederchershaus, datt dat am Ufank grouss Problemer ware mat de Geriichter, déi gesot hu mam Jugendschutz: „Wéi ass dat da méiglech, datt Dir op emol Kanner do ophuelt? Dir hutt keng Autoritéit fir déi Kanner.“ Kanner, déi zum Beispill och fortgelaf sinn zu Schraasseg an Dräibur. Dat ass alles e bësselche méi komplizéiert wéi esou. Dat verhënnert...

(Interruptions)

Mir fänke se néierens op. Well et ass kee komm.

■ **Une voix.**- Jo dach, et sinn der awer do komm. Also...

■ **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse.**- Neen, et ass keen Eenzege komm. Mir hunn...

■ **Une voix.**- Da sinn d'Informatiounen vum Terrain falsch.

■ **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse.**- Jo. Also ech hu gesot kritt, bis elo wier keen do gewiescht. Well, wéi gesot, dat ass jo dann eppes anescht wéi eppes, wou een da ka soen, punktuell während dem Wenter kann een esou Saache maachen, mä ouni datt een awer all Mënsch an all deenen do ëmmer ka Satisfaktioun ginn, wat vläicht gutt gemengt ass, mä, wéi gesot, wat méi komplizéiert awer anze-richten an och juristescht ofzesécheren ass wéi dat doten.

Ech géing virun allem wëlle vun dëser Plaz aus all deenen Direkteren an all deene Leit, déi doranner schaffen, e grouse Merci soen, well et ass eng ganz schwéier Aarbecht, déi doranner gemaacht gëtt. Et ass eppes, wou ee muss 24 Stonnen op 24 schaffen. Déi Leit sinn net samschdes a sonndes fräi. Déi kënnen net, wa se heem ginn, all hir Suergen do loossen, déi se se erlieft hunn. An dofir denken ech, ass et och wichtig, datt mer déi Formations continues maachen, fir eben och ze verhënnern, datt dat Personal ze fréi an de Burn-out kënnt. Dann denken ech, datt et richtig ass, datt mer spezifescht Angeboter brauchen, wat och verschidde schwierig Fäll ubelaangt.

Mir kënnen net fir jiddereen a fir all eenzelne Fall an eenzel Krankheet an eenzel Verhalensstéierung en eegent Haus schafen. Mä ech denken, datt et wichteg ass, datt mat deene Leit, déi doranner schaffen, esou Formatiounen gemaach ginn, datt se eng ganz Partie vu Problemer awer kënnen opfänken op där enger Säit an op där anerer Säit, et och méiglech ass, datt mer vereenzelt zousätzlech Strukturen awer schafen, déi méi spezifescht sinn, fir eben och Kanner mat Problemer an déi verhalensgestéiert sinn, kënnen opzefänken.

Domat, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, si mer wäit ewechkomm vun deem, wat mer de Mëtteg wéi gesot sollten hei maachen. Mä ech denken, datt et eben eng gutt Geleeënheet ass, fir awer nach eng kéier op déi Problemer, déi d'Kanner hunn, virun allem opmierksam ze maachen. Do kann ech jidderengem versécheren, datt et bei mir net de Problem ass och fir deenen eenzelne Leit déi Fräiheeten ze ginn, déi se brauchen, fir kënnen do déi Aarbechten ze maachen, ob dat an der Innovatioun, an der Recherche ass oder och fir ze léiere mat de Suen ëmzegoen an och mat anere Saachen, datt se och léieren Haushalt ze féieren an ze maachen, well och dat ass wichteg. Wann een dat net kann, dann hëlleft et och nach näischt, wann ee mat de Sue kann ëmgoen. Dann huet een der senger Liewen net genuch.

An deem Sënn géing ech lech wierklech merci soen, datt mer dat awer haut géinge gestëmmt kréien a mech drop freeën, datt dann domadder dee Schrëtt och fir déi staatlech Kannerheemer gemaach ass.

■ **M. le Président.**- Merci, Madame Minister. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikelen vum Projet de loi 5174 a stëmmen driwwer of.

Lecture du texte du projet de loi (par M. Niki Bettendorf)

D'Artikelen 1 bis 15 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir kommen dann elo zum Vote iwwert dee virleiende Gesetzesprojet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder ent-hale sech.

De Projet de loi ass eestëmmeg ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupt, Nico Loes (par M. Théo Sten-debach), Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz (par Mme Nelly Stein), Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen (par M. Laurent Mosar), Lucien Weiler et Claude Wiseler (par Mme Nancy Arendt);

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming, Alexandre Krieps (par M. Xavier Bettel), Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Asselborn (par Mme Ma-dy Delvaux-Stehres), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Jean-Pierre Klein (par M. Jeannot Krecké), Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart (par M. Alex Bodry) et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibé-ryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch (par M. Camille Gira), Camille Gira, Jean Huss (par Mme Renée Wagener), Mmes Dagmar Reuter-Angelsberg et Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann un den nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut. Dat ass de Projet de loi 4988 iwwert d'Käschten am Beräich vun de Fleegeheimer. D'Riedezäit ass och hei nom Modell 1 festgeluecht a fir d'éischt kënnt de Rapporteur. Als Rapporteur ass virgesinn den honorabelen Här Deputéierte Jean-Marie Halsdorf. Här Rapporteur, Dir hutt d'Wuert.

5. 4988 - Projet de loi autorisant le Fonds national de solidarité à participer aux prix des prestations fournies dans le cadre de l'accueil aux personnes admises dans un centre intégré pour personnes âgées, une maison de soins ou un autre établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit

Rapport de la Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse

■ **M. Jean-Marie Halsdorf (CSV), rapporteur.**- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Projet de loi 4988 ass e Projet de loi, dee grad esou vill Unanimitéit bruecht huet an och bréngt an der Kommissioun, wéi dee Projet, dee mer elo grad diskutéiert hunn. Ech géif och dofir, wat den Detail vun dësem Projet ugeet, mengen, sollt een am schrëftleche Rapport oder am Rapport parlementaire an och an den Avisé vun de Berufskummeren nolliesen.

Et sollt een, wann een dëse Projet kuckt, am Fong geholl deen hellege Grondprinzip, dass den Accès vun deene villen Alters- a Fleegeheimer ëmmer muss no soziale Kritäre méiglech bliwen, ëmmer virun Aen hunn. An ech géif och mengen, dëse Projet géif an déi Richtung goen. Dëse Projet ass am Fong e Stéck vun aktiver Sozialpolitik, wat de Leit Rechter a Garantie schaaft, déi mer och musse fir d'Zukunft garantéieren.

D'Erfahrungen, déi an de leschte puer Joer gemaach gi sinn, sinn an dësem Projet agefloss, an dëse Projet muss een an der Komplementaritéit gesinn zur Fleegeversécherung, zum Lëtzeburger Modell, dee sech finanziell bewährt huet. Dat hu mer jo gesinn am Kader vun der Fleegeversécherung, wou mer 1% vun de Revenuen ofginn a wou mer mat 0,81% géifen auskommen an och um Terrain sinn hei weéneeg Problemer.

Dëse Projet soll d'Gesetz vum 23. Dezember 1998 abrogéieren. Dat Joer 1998 ass jo dat wou ganz vill an dësem Beräich sech zu Lëtzeburg gedoen huet. Do hate mer fir d'éischt d'Gesetz vum 19. Juni 1998, wou d'Fleegeversécherung agefouert ginn ass. Duerno hu mer den Établissement public unique gemaach fir d'Maisons de soins an och fir d'Centres intégrés fir Personnes âgées an datselwecht Joer hu mer och dat berühmten ASFT-Gesetz hei an der Chamber gestëmmt. Dat war deemools den 8. September.

Am Fong geholl hu mer mat dësem Gesetz eng wichteg Mesure vu sozialer Solidaritéit. Mir ginn deem

eenzelen eelere Bierger eng Garantie, dass en, och wann en ofhängeg gëtt, eng Prise en charge kritt, wou d'Qualitéit am Mëttelpunkt steet. Dëse Beräich sollt ee wierklech net vernoléisseg. Dëse Beräich - ech hunn am schrëftleche Rapport Chiffere bruecht - muss ee sech virstellen. Do si 4.500 Better, déi op den 1. Juli 2003 hei am Land geschaf goufe vum Ministère. Dat ass en décke Batz. Mat 63.140 Leit, déi méi wéi 65 Joer haten, mécht dat eng Kapassitéit vu 7,13%. Do si mer vill vill besser wéi déi aner Länner an der EU. Dat sollt een och emol eng kéier op dëser Tribün soen.

De Stater seet, mir bräichte fir 2010 5.480 Better. Wann ee weess, dass elo iwwer 1.350 Better nees an der Maach sinn, wann ech dat därer esou soen, da géif een op 5.855 Better kommen. Et gesäit een also, dass déi Politik, déi vun dësem Familljeministère gemaach ginn ass, no vir kuck a Garantie gëtt, fir dass mer do sécherlech keng Beschränkungen oder keng Problemer an den nächste Jore kréien.

Wat de Projet als solchen ugeet hu mer fir d'éischt an der Kommissioun vill iwwert den Intitulé diskutéiert an do ass och da festgehal ginn, dass déi Terminologie vu Centres socio-gérontologiques a Foyers de jour psychogériatriques net zréckbehale gëtt. Dofir ass en neien Term an den Intitulé komm, nämlech dee vum Établissement médico-social assurant un accueil de jour et de nuit. Dat ass och ee vun deene stationäre Beräich, deen heimat ofgedeckt gëtt. Déi aner zwee, dat ass dee vun de CIPA, vun de Centres intégrés pour personnes âgées an dee vun de Maisons de soins. Des Weidere spillt dëst Gesetz och am Kader vum Hébergement an engem Spildol an dat nom Artikel 17 vum Code des Assurances sociales.

En anert Element, dat an dësem Gesetz hei ugaange gëtt, ass dat vun den Akten, déi musse pres-téiert ginn. Wéi eng Akte sinn elo obligatoresch? Do gëtt sech ba-séiert op déi zéng Akte vum Accueil, déi jo 1999 an enger Broschür, déi de Ministère erausginn hat, zréckbehale goufen. Ech wollt der e puer nach eng kéier opzie-len: d'Hôtellerie, d'Sécherheet, d'Gesondheet, d'Santé, déi sozio-kulturell Animatioun an och déi philosophesch a spirituell Assistenz an d'Qualitéit vum Encadrement. All dës Elementer sollen elo hei obligatoresch an engem Forfait festgeluecht ginn an dann am Basispräis abegraff sinn an dat soll geschéien iwwer e Règlement grand-ducal. Dat war am Gesetz vum 1998 net esou prezis. Hei soll dat dann esou sinn an dat ass do-raus entstanen, well verschidden Haiser zousätzlech Leeschtunge bruecht hunn, déi se am Forfait ha-ten, déi anerer net dran haten, zum Beispill d'Opstelle vun Dossieren, wann d'Patienten opgeholl si ginn oder och d'Dränkwaasser ass a verschiddenen Haiser am Forfait dran, an aneren net. Dofir gëtt hei versicht eng transparent a konse-quent Haltung ze hunn.

Och d'Qualitéitskritäre si verschid-den. Wat ass zum Beispill e Confort bei enger Wunneng? Wéi ass et mat der Animatioun an deenen eenzelnen Haiser? Wéi ginn d'Kompetenzen vum Eenzelne gefördert an deenen eenzelnen Institutiounen oder wéi geschitt déi sozial Integratioun am aktiven an am passive Sënn vum Eenzelnen? Et gëtt also vill Modeller de Mo-ment, déi sech entwéckelt hunn a verschidden entwéckelt hunn an all Richtungen an hei gëllt et elo am Fong geholl kloer Linnen ze zéien, Kritären ze schafen, a Mindeststan-darde festzeleeën.

Da ginn och Kritäre mat dësem Ge-setz fir de Complément festge-luecht. Do gëtt d'Héicht festge-luecht vun engem maximalen a vun engem minimale Saz an dee muss dann esou festgeluecht ginn en

fonctioun vu gemeinsame Mindest-kritären oder Mindeststandarden, wat ech elo grad gesot hunn, an dës Leeschtungen, déi geschaf ginn an déi gi ginn, musse qualita-tive Mindestkritären entsprechen. Déi mussen och évalabel sinn, si mussen also novollzéibar sinn en fonctioun vun dëse Standarden.

Sécher muss et och esou sinn, dass déi Leeschtunge sech am Fong geholl normal mussen aus der Missioun vun enger Maison de soins oder vun engem CIPA eraus erginn an déi mussen dann dee Moment an deem Basisforfait sinn. An de Geescht vum Gesetz wëllt och, dass déi sozial Subventiounen, déi niewent der Allocation vum Fonds national de solidarité an Usproch geholl ginn, mussen ausgeschloss ginn.

Et ass de Moment och esou, dass d'Leeschtungen net ëmmer d'sel-wecht sinn. Doduerch gi verschid-de Supplémenté bei deenen enge verrechent, bei deenen aneren net. Doraus entsteet eng gewësse Concurrence déloyale. Et gëllt déi ofzeschaffen. Ech géif soen, d'Stéchwuert muss sinn, dass muss eng gewëssen Transparenz si wat de Pensiounspräis ugeet. D'Famill oder dat soziofamiliaalt Ëmfeld muss kënnen novollzéien a gesi wat do geschitt an och de Stat als Kontrollorgan, dee jo hei cofi-nanzéiert, muss d'Konditiounen, ënnert deenen dës Soinë gemaach ginn, kënnen novollzéien.

Dann en anert Element wat mat dësem Gesetz och an Ugrëff geholl gëtt, ass, dass et en neie Modus gëtt fir de Complément festze-leeën. Dat ass virdrun iwwert d'Budgetsgesetz geschitt mat engem maximale monatleche Refe-renzbetrag. Wann d'Servicer natierlech erofginn, no verschiddene Qualitéitskritären, déi vun Infra-strukturen oder vun den Effektiver oder och vun der Qualifikatioun vum Personal, da geet dëse Montant natierlech och erof. Mat dësem Gesetz hei ass et esou, dass e mo-natleche Basispräis festgeluecht gëtt. E steet am Gesetz ënner Montant minimum en soins de réfé-rence, also e Mindestreferenzbe-trag pro Mount.

Dee gëtt als Rechebasis geholl, fir dann eben e Montant maximum festzeleeën, dat heescht, e maxi-male Betrag fir d'Leeschtungen am Kader vum Accueil, also am Kader vun der Participatioun vum Fonds national de solidarité, an dee mo-natleche Referenzbetrag läit bei 248,48 Euro, Index 100 an do der-zou gëtt da fir de Complément ze rechnen - dat steet am Text ënnert dem Numm: montant immunisé - en immuniséierte Betrag, e sou ge-nanntent Täschegeld errechent. Dat ware bis dato 35 Euro Index 100.

Do war d'Iddi opkomm fir en zweete Montant festzeleeën, well fest-gestallt ginn ass, dass dës Suen oft gebraucht gi fir Entretien vun der Wäsch oder fir perséinlecht Gezei, fir d'Begleedung vun Dokter oder fir administratif Démarchen, déi net am Prix forfaitaire waren. Dofir war am Originalgesetz och e monat-leche Supplément fir individuell Kompetenz dran.

De Statsrot war awer net d'accord mat dëser Approche an d'Kommissioun huet deem och noginn, esou dass am nächste Règlement grand-ducal, deen dëst soll rege-len, wahrscheinlech déi zwee Be-träg dann an engem Betrag, an deem Montant immunisé sinn. Dat wäerte 35 Euro si fir de Montant im-munisé an 22 Euro fir de fréieren in-dividuelle Kompetenzsupplément. Dat wäerten dann 57 Euro sinn. Dat heescht d'Täschegeld vun deem Eenzelnen geet méi an d'Luucht. Et ass ganz wichteg dat hei ervirze-hiewen. Déi eenzel Persoun, déi dëst Täschegeld kritt, kann dat huelen. Wa se déi Leeschtunge selwer mécht, da kritt se déi Sue fir sech. Wa se se vun enger tierce Persoun maache léisst oder vun hi-rem Ëmfeld, da kréien déi déi Suen, respektiv wann dat Haus, an